



Rapport financier annuel
établi au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2012

TOME I

- les comptes annuels,
- les comptes consolidés,

TOME II

- le rapport de gestion,
- l'attestation du responsable du rapport financier annuel,
- le rapport des contrôleurs légaux sur les comptes annuels et les comptes consolidés.



TOME I

- les comptes annuels,
- les comptes consolidés



COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

1. ETAT SUR LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012	4
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2012.....	6
3. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2012.....	7
4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012	8
5. LE GROUPE BAC MAJESTIC.....	9
5.1. Présentation du groupe	9
5.2. Périmètre de consolidation	9
6. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	10
7. REFERENTIEL COMPTABLE	11
7.1. Déclaration de conformité et référentiel comptable applicable.....	11
7.2. Bases de préparation des états financiers	12
7.3. Consolidation	13
7.4. Méthode de conversion des opérations en devises	14
7.5. Immobilisations incorporelles.....	14
7.6. Immobilisations corporelles	15
7.7. Immobilisations financières.....	15
7.8. Stocks	15
7.9. Clients et autres créances	16
7.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie	16
7.11. Provisions	16
7.12. Engagements de retraite et assimilés.....	16
7.13. Impôts différés	17
7.14. Evaluation des passifs financiers.....	17
7.15. Bilan : distinction courant / non-courant	17
7.16. Secteurs opérationnels	18
7.17. Chiffre d'affaires.....	18
7.18. Soutien financier automatique du Centre National de la Cinématographie	18
7.19. Coût de l'endettement financier net.....	19
7.20. Résultat par action	19
8. ANALYSE DES POSTES DU BILAN	20
8.1. Immobilisations incorporelles.....	20
8.1.1 Valeurs brutes :	20
8.1.2 Amortissements - Dépréciations :	20
8.1.3 Valeurs nettes :	21
8.2. Immobilisations corporelles	21
8.2.1 Valeurs brutes :	21
8.2.2 Amortissements - Dépréciations :	21

8.2.3	Valeurs nettes :	21
8.3.	Immobilisations financières.....	22
8.4.	Clients et créances courants et non courants	22
8.5.	Capitaux propres	23
8.6.	Provisions et avantages du personnel.....	23
8.7.	Dettes financières	24
8.8.	Dettes fournisseurs et autres créiteurs courants et non courants.....	24
8.9.	Variation des flux de trésorerie	24
9.	ANALYSE DES POSTES DE RESULTAT ET SECTEURS OPERATIONNELS.....	25
9.1.	Chiffre d'affaires.....	25
9.2.	Coût de l'endettement financier net.....	25
9.3.	Amortissements, dépréciations et provisions	26
9.4.	Achats	26
9.5.	Autres produits et charges opérationnels	27
10.	IMPOTS DIFFERES ET IMPOTS SUR LES RESULTATS	27
11.	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	27
11.1.	Passifs éventuels.....	27
11.2.	Actifs éventuels.....	28
12.	EFFECTIFS	28
13.	INFORMATIONS RELATIVES AUX RISQUES DE MARCHE	28
13.1.	Risque de liquidité.....	28
13.2.	Risque de taux.....	29
13.3.	Risque de change	31
13.4.	Risques juridiques.....	32
13.5.	Risques sur actions.....	32
14.	EVENEMENTS CARACTERISTIQUES POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2012.....	32
14.1.	Location-gérance de fonds de commerce	32
14.2.	Nomination d'un Directeur Général	33
14.3.	Regroupement d'actions.....	33
15.	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES.....	33
15.1.	Rémunération des principaux dirigeants	33
15.2.	Autres parties liées	34

1. ETAT SUR LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012

Actif en K€	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Goodwill		179	179
Films et droits audiovisuels		3 285	5 620
Autres immobilisations incorporelles		156	218
<i>Sous-total Immobilisations incorporelles</i>	8.1	3 620	6 017
Immobilisations corporelles	8.2	0	0
Immobilisations financières	8.3	128	106
Autres actifs non courants	8.4	1416	872
Actifs d'impôts différés	10	0	-
Actif non courant		5 165	6 995
Stock de marchandises		321	376
Créances clients	8.4	4451	5 596
Autres créances	8.4	4295	4 506
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.9	56	25
Actif courant		9 123	10 504
Total actif		14 288	17 498

Passif en K€	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Capital	8.5	4 631	4 631
Réserves (part du Groupe)		-13 916	-11 349
Résultat (part du Groupe)		-2 417	- 2 566
Capitaux propres (part du Groupe)	3	-11 701	- 9 284
Intérêts minoritaires			0
Capitaux propres		-11 701	-9 284
Emprunts et dettes financières	8.7	0	23
Subventions publiques différées			
Provisions	8.6	923	1 338
Autres passifs non courants	8.8	5 695	3 744
Passifs d'impôts différés	10		0
Passif non courant		6 618	5 105
Emprunts et dettes financières	8.7	1 835	1 302
Provisions			0
Dettes Fournisseurs et autres Créditeurs	8.8	17 535	20 375
Passif courant		19 370	21 677
Total des Capitaux propres et du passif		14 288	17 498

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2012

Résultat en K€	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires et Subventions	9.1	7 182	7 122
Autres produits de l'activité		1 245	1 145
Achats	9.4	-5 885	-6 811
Impôts, taxes et versements assimilés		-125	-84
Charges de personnel		-1069	-805
Amortissements, dépréciations et provisions	9.3	-3 381	-2 969
Résultat opérationnel courant		-2 033	-2 401
Autres produits et charges opérationnels	9.5	-242	0
Résultat opérationnel		-2 275	-2 401
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2	56
Coût de l'endettement financier brut		-158	-212
Coût de l'endettement financier net	9.2	-156	-156
Autres produits financiers	9.2	31	-12
Autres charges financières	9.2	-17	3
Résultat avant impôts		-2 417	-2 566
Impôts	10	0	0
Résultat net des activités		-2 417	-2 566
Dont Part des minoritaires		0	0
Dont Part du groupe		-2 417	-2 566
Résultat net (part du groupe) par action en Euro		-0,58*	-0,62**
Résultat net (part du groupe) dilué par action en Euro		-0,58	-0,62

* Nombre moyen d'actions au 31/12/2012 : 4 135 116

** Nombre moyen d'actions au 31/12/2011 : 4 135 116

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES directement en capitaux propres en K€	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net consolidé	-2 417	-2 566
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0
Total des produits et charges comptabilisés	-2 417	-2 566
<i>Dont part du groupe</i>	-2 417	-2 566
<i>Dont part des minoritaires</i>	0	0

3. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2012

Variation des capitaux propres (en K€)	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves	Résultat	Total Part Groupe	Intérêts minoritaires
Soldes au 31/12/10	4 631	6 972	-14 709	-3 613	-6 718	0
Affectation du Résultat de l'exercice N-1		0	-3 613	3 613	0	0
Résultat de l'exercice N				-2 566	-2 566	0
Divers				0	0	0
Soldes au 31/12/11	4 631	6 972	-18 322	-2 566	-9 284	0
Affectation du Résultat de l'exercice N-1			-2 566	2 566		0
Résultat de l'exercice N				-2 417	-2 417	0
Divers						0
Soldes au 31/12/12	4 631	6 972	-20 888	-2 417	-11 701	0

4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

Tableau des flux de trésorerie - en K€	Notes	31/12/12	31/12/11
Opérations d'exploitation :			
Résultat net	2	-2 417	-2 566
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	9.3	2 964	2 970
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
+ et – values sur cessions des immobilisations		877	112
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		2 146	619
(A) Flux net de trésorerie généré par l'activité		3 571	1 135
Opérations d'investissement :			
Cessions d'immobilisations (incorporelles + corporelles)			
Acquisitions d'immobilisations (incorporelles + corporelles)	8.1 et 8.2	-1 857	-817
Variations d'immobilisations financières	8.3	-24	-7
Variation des dettes sur immobilisations incorporelles		-2 168	631
Incidence des variations de périmètre			-2
(B) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 049	-195
Opérations de financement :			
Augmentation de capital (1)		0	1 001
Frais d'augmentation de capital		0	-162
Rachats et reventes d'actions propres		0	0
Augmentation des dettes financières (hors concours bancaires)	8.7	2 539	3 403
Diminution des dettes financières (hors concours bancaires)	8.7	-2 620	-5 044
(C) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-81	-802
Variation globale de la trésorerie : (A) + (B) + (C)		-559	138
Trésorerie d'ouverture	8.9	-9	-147
Trésorerie de clôture	8.9	-568	-9
Se décomposant en :			
Valeurs mobilières de placement		0	0
Disponibilités		55	25
Concours bancaires courants		-623	-34

5. LE GROUPE BAC MAJESTIC

5.1. Présentation du groupe

Le Groupe BAC MAJESTIC a pour activité :

- l'acquisition de droits audiovisuels et la coproduction de films,
- la distribution de ces films,

Le siège social de la société est fixé à l'adresse suivante :

88, rue de la Folie Méricourt. 75011 Paris.

BAC MAJESTIC est une société anonyme à Conseil d'Administration régie par le Code de Commerce.

Les titres de la société sont admis aux négociations du marché Euronext Paris Compartiment C (Code ISIN FR0010973487).

BAC MAJESTIC est filiale de la société MILLIMAGES.

Au 31 décembre 2012, la société BAC FILMS (filiale à 100% de BAC MAJESTIC) est titulaire auprès du CNC (Centre National de la Cinématographie) de la carte distributeur numéro 1277. Par la mise en place d'une location-gérance, cette carte a été transférée le 1^{er} janvier 2013 à la société BAC FILMS DISTRIBUTION (filiale à 100% de BAC MAJESTIC).

5.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés retenues et leur méthode de consolidation sont les suivantes :

Société et forme	Siège social	Siren	% d'intérêt	% contrôle	Méthode intégration
Société-mère : BAC MAJESTIC	88 rue de la Folie Méricourt 75011 PARIS	413577743			
Sociétés françaises :					
BAC FILMS DISTRIBUTION	88 rue de la Folie Méricourt 75011 PARIS	499589760	100	100	globale
BAC FILMS	88 rue de la Folie Méricourt 75011 PARIS	337527378	100	100	globale

Les comptes du Groupe BAC MAJESTIC sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe MILLIMAGES, lui-même coté sur le marché Euronext Paris Compartiment C

6. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changement de dénomination sociale

Par décision de l'associée unique en date du 20 janvier 2012, il a été décidé du changement de dénomination sociale de la société PRO VIDEO GROUP en BAC FILMS DISTRIBUTION.

Entrée en vigueur des conventions de distribution

Les conventions de distribution conclues le 1^{er} juillet 2011 avec MILLIMAGES et BAC FILMS sont entrées en vigueur le 1^{er} février 2012.

Ainsi, BAC FILMS DISTRIBUTION est mandatée :

- pour distribuer les films du catalogue de MILLIMAGES sous forme de vidéogrammes et en VOD ;
- pour distribuer les films du catalogue de BAC FILMS sous forme de vidéogrammes et en VOD, ainsi que pour en exploiter les droits télévisuels et les ventes internationales.

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé de BAC MAJESTIC au 31 décembre 2012 s'élève à 7,2 M€.

- Le chiffre d'affaires de la distribution en salles s'établit à 3,8 M€ (dont 0,8 M€ de subventions) au 31 décembre 2012 représentant 1,4 million d'entrées et 7 films, contre 2,8 M€ en 2011 représentant 0,6 million d'entrées et 9 films.

Au cours de la période, trois films se sont particulièrement distingués : « Et si on Vivait tous ensemble » avec 550 000 entrées, « Despues de Lucia, Après Lucia » avec 78 000 entrées, et « Niko le Petit Renne 2 » avec à ce jour 800 000 entrées dont 640 000 au 31/12/2012.

- Le chiffre d'affaires de la distribution vidéo s'établit à 2,1 M€ (dont 0,1 M€ de subventions) en 2012 contre 1,7M€ en 2011. La distribution vidéo comprend les ventes de dvd et bluray pour un chiffre d'affaires en 2012 de 1,3 M€ contre 1,2 M€ en 2011 , et la Vod pour 0,7 M€ en 2012 contre 0,5 M€ en 2011.

- Le chiffre d'affaires de la distribution TV s'établit à 0,6 M€ en 2012 contre 1,9 M€ en 2011. Les principales ventes concernent « Gilbert Grape », « l'Ours Montagne », « La Neuvième Porte », « The People vs G. Lucas » et « Miss Potter » ces 5 films totalisant à eux seuls 42 % du chiffre d'affaires de la distribution TV de la période.

- Le chiffre d'affaires Ventes Internationales s'élève à 0,6 M€ en 2012. Il est essentiellement constitué des films « Américano » et « Nuit Blanche » (66% du chiffre d'affaire de la période) contre 0,4 M€ en 2011.

Les films sortis en 2012 sont les suivants :

- *Et si on vivait tous ensemble ?*
- *Torpedo*
- *Le secret de l'enfant fourmi*
- *Trishna*
- *Cendrillon au far west*
- *Despues de Lucia*

- *Niko le Petit Renne 2*

Le 1er février 2013, le groupe BAC MAJESTIC a nommé Mathieu Robinet Directeur Général de sa filiale, détenue à 100%, BAC FILMS DISTRIBUTION, qui regroupe désormais les activités cinématographiques. Mathieu Robinet coordonnera les activités opérationnelles : acquisitions, marketing, distribution en salles, distribution vidéo, distribution internationale et ventes des films aux télévisions.

Au cours de l'année 2013, la société envisage de sortir huit films. Ainsi, après « La Tête en l'Air » de Ignacio Ferreras sorti le 30 janvier, et « L'Artiste et son Modèle » le 13 mars, de Fernando Trueba avec Jean Rochefort, sortira notamment « Oggy et les cafards » le 7 août, adaptation de la célèbre série d'animation de Olivier Jean Marie.

Le groupe prévoit d'éditer environ 30 titres en DVD / Bluray et sur les plates-formes de téléchargement numérique.

7. REFERENTIEL COMPTABLE

7.1. Déclaration de conformité et référentiel comptable applicable

Les comptes consolidés de Bac Majestic ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 avril 2013.

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés de Bac Majestic au titre de l'exercice 2012 sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012. Ces normes sont disponibles sur le site Internet de l'Union Européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1er janvier 2012 et concernant le Groupe sont les amendements à IFRS 7 « Informations à fournir en matière de transferts d'actifs financiers ».

L'application de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers consolidés.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC (« International Financial Reporting Interpretations Committee ») ainsi que par l'Union Européenne au 31 décembre 2012, dont l'application n'est pas obligatoire, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles concernent :

- L'IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »
- L'IFRS 10 « Consolidation »
- L'IFRS 11 « Partenariats »
- L'IFRS 12 « Informations à fournir sur l'implication avec d'autres entités »
- Les amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 et IAS 28
- L'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »
- Les amendements à IAS 19 « Avantages post-emploi »

- Les amendements à IFRS 1 « Hyperinflation sévère et suppression de dates fixes »
- Les amendements à IAS 12 « Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents »
- Les amendements à IFRS 7 « Information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers »
- Les amendements à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »
- L'IFRIC 20 « Frais de découverte »

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles sont les suivantes :

- Les amendements de transition à IFRS 10, 11 et 12
- Les améliorations annuelles 2009-2011

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

7.2. Bases de préparation des états financiers

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure sont l'estimation des recettes prévisionnelles utilisées dans le calcul des amortissements des films et droits audiovisuels, lesquelles dépendent principalement des conditions de marché liées à notre activité (TV, Vidéo, ...).

Continuité d'exploitation

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

Compte tenu des perspectives d'activité attendues en 2013 et de l'examen des prévisions de trésorerie, les comptes ont été préparés suivant le principe de continuité d'exploitation.

L'application de ce principe repose notamment sur l'obtention des financements habituels auprès des organismes de crédit (banques et établissements spécialisés).

En l'absence de réalisation des objectifs ci-dessus, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs, pourrait s'avérer non appropriée.

7.3. Consolidation

La norme IAS 27 définit une filiale comme une entité contrôlée par la société mère. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les comptes consolidés intègrent les comptes de BAC MAJESTIC et de ses filiales après élimination des soldes et opérations intra-groupe.

Les sociétés dans lesquelles BAC MAJESTIC exerce directement ou indirectement un contrôle sont intégrées globalement. La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

Goodwill

La différence entre le coût d'acquisition des titres acquis et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue le goodwill.

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les valeurs comptables des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et financières sont testées dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an, pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Si un indice de perte de valeur existe, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable des actifs regroupés au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) définies comme étant le plus petit regroupement d'actifs générant des flux de trésorerie largement indépendants. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Si la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée pour ramener sa valeur comptable à sa valeur recouvrable.

Les principales hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation dépendent de l'activité dont relève l'unité génératrice de trésorerie à savoir pour BFD :

- Les flux de trésorerie sont ceux d'un plan établis sur une période de 7 ans,
- Au-delà de cet horizon les flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance de 1%,
- L'actualisation des flux est effectuée en utilisant un taux approprié à la nature de l'activité soit 11%

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

Règles spécifiques à la première adoption des IFRS

Le groupe n'a pas, conformément à l'option offerte par IFRS 1, révisé les calculs de goodwill effectués lors des acquisitions réalisées avant le 1^{er} janvier 2004.

7.4. Méthode de conversion des opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères". En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties en euro au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en compte de résultat.

7.5. Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. Cette procédure d'impairment s'applique aux immobilisations incorporelles en exploitation comme aux immobilisations incorporelles en cours.

Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée), et dans la limite d'un plan d'amortissement initial (IAS 36.117 : la nouvelle valeur après reprise ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs).

Toutes les immobilisations incorporelles sont amortissables sauf les immobilisations en cours.

Films et droits audiovisuels

La valeur brute des films comprend le coût de l'investissement réalisé par les sociétés du Groupe supporté au titre des :

- acquisitions des droits permettant l'exploitation d'œuvres audiovisuelles.
- coproductions françaises ou étrangères ;

L'amortissement est déterminé, chaque année et film par film, au prorata des recettes nettes réalisées depuis le début de l'exploitation et des recettes prévisionnelles de chaque film estimées sur une période de 7 ans, ou sur la durée contractuelle si celle-ci est inférieure à 7 ans.

Les recettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées, si nécessaire, compte tenu des résultats de l'exploitation des films, des nouveaux contrats signés ou prévus et de l'environnement audiovisuel à la clôture des comptes. Ce mode d'amortissement spécifique revient à réaliser chaque année un test d'impairment systématique pour toutes les immobilisations incorporelles.

Dans le cas où, à la clôture de l'exercice, les recettes prévisionnelles sur la durée des droits sont insuffisantes pour couvrir la valeur nette de l'investissement, une dépréciation complémentaire est constatée pour couvrir l'insuffisance des recettes.

De même, une dépréciation des droits audiovisuels en cours peut être comptabilisée, s'il s'avère que ces films risquent de ne pas générer des recettes couvrant les frais engagés.

Les amortissements dérogatoires pratiqués sur les films et figurant en provisions réglementées dans les comptes sociaux sont retraités, conformément aux principes d'établissement des comptes consolidés, afin de les neutraliser au niveau du résultat consolidé.

Les frais de lancement des films (frais de publicité et de copie) sont comptabilisés en charges.

Aucune valorisation du poste « films et droits audiovisuels » n'a été réalisée par un expert indépendant.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les logiciels acquis qui sont amortis sur trois ans.

7.6. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition.

Compte tenu de la faible valeur des biens concernés, le Groupe n'a pas procédé à la réévaluation de ces biens.

La norme IAS 16 prévoit notamment :

- l'amortissement des immobilisations sur leur durée prévue d'utilisation ;
- la comptabilisation et l'amortissement séparés de composants individuellement significatifs.

Les principales durées d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------|------------|
| - Agencements et installations techniques | 5 à 10 ans |
| - Matériel d'exploitation et autres immobilisations corporelles | 3 à 10 ans |

La dotation est calculée selon le mode linéaire.

7.7. Immobilisations financières

Cette catégorie inclut principalement des dépôts et cautionnements.

Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement.

7.8. Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés selon la méthode « FIFO » (premier entré, premier sorti).

Une dépréciation est constatée lorsque, à la clôture, la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable.

7.9. Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à la juste valeur à la date d'entrée au bilan, déduction faite des dépréciations des montants considérés comme non recouvrables.

7.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée au bilan comprend :

- les liquidités en comptes courants bancaires et les caisses,
- des parts d'OPCVM de trésorerie constitutives de placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", elles sont évaluées à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en "Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie").

7.11. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", une provision est constituée dès lors que le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

7.12. Engagements de retraite et assimilés

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages du personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués, suivant la méthode des unités de crédits projetées.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière couvrent l'engagement de retraite du Groupe vis-à-vis de ses salariés.

Celui-ci est limité aux indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives des sociétés du Groupe. Il est calculé selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, sur la base du salaire de fin de carrière, en tenant compte notamment des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel, d'une hypothèse de date à la retraite fixée à soixante ans, du taux de rotation ; des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur, d'un taux de revalorisation annuel des salaires, de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques, d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu à chaque clôture. Le taux de 5 % a été retenu au 31 décembre 2012.

Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes sociaux.

7.13. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 "Impôts sur le résultat", des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales selon la méthode du report variable à l'exception des goodwill.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux sont constatés lorsque leur probabilité de récupération est considérée comme suffisamment probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts en vigueur à la date de clôture.

7.14. Evaluation des passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués en juste valeur lors de leur comptabilisation initiale.

7.15. Bilan : distinction courant / non-courant

L'application de la norme IAS 1 "Présentation des états financiers" rend obligatoire la distinction courants/non-courants des éléments de bilan.

- Les actifs courants qui sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser ou à consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation.

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants :

- (a) : on s'attend à ce qu'il soit réalisé, ou il est destiné à la vente ou à la consommation dans le cadre du cycle normal de l'exploitation de l'entité ;
- (b) : il est détenu principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) : On s'attend à ce qu'il soit réalisé dans un délai de douze mois après la date de clôture ; ou
- (d) : il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 – Tableaux des flux de trésorerie), sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Tous les autres actifs sont considérés comme des actifs non-courants.

- Les passifs courants qui sont ceux dont le Groupe s'attend à ce qu'ils soient réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants :

- (a) : l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ;
- (b) : il est détenu principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) : il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture ; ou
- (d) : l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Tous les autres passifs sont considérés comme des passifs non-courants.

En particulier, sont considérés comme actifs et passifs non courants les comptes relatifs aux sociétés du groupe Millimages. Les provisions pour risques et charges sont considérées comme des passifs non-courants, sauf exception.

7.16. Secteurs opérationnels

L'information segmentée telle que définie par la norme IFRS 8 doit s'appuyer sur l'information de gestion interne, en particulier celle mise à la disposition de l'organe de direction ultime du groupe. Après avoir identifié ses secteurs opérationnels, ainsi que les données chiffrées correspondantes mises à la disposition de la direction générale, le groupe présente une information segmentée respectant les critères de la norme IFRS 8 qui est similaire à l'information sectorielle présentée au cours des exercices précédents. Les modes d'évaluation des données chiffrées par secteurs opérationnels sont conformes aux principes et méthodes retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Le Groupe BAC MAJESTIC exerce son activité dans un secteur unique qui est l'exploitation d'œuvres audiovisuelles.

7.17. Chiffre d'affaires

Salles France

Les recettes générées par l'exploitation des films dans les salles de cinéma sont constatées sur la base des entrées en salles.

Télévision France

Les ventes de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises sont comptabilisées, après signature des contrats de cession, à la date de l'ouverture des droits.

International

Les cessions de droits à l'étranger sont constatées à compter de la première exploitation en salles de l'œuvre, après signature des contrats, à partir de l'ouverture des droits et sur la base des rendus de comptes lorsque le contrat prévoit le versement d'un pourcentage sur les recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre par le client.

Vidéo France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des droits vidéo est pris en compte sur la base des ventes mensuelles après déduction d'une provision au titre des retours estimés par le distributeur et des remises accordées aux clients.

Tant que toutes les conditions de reconnaissance décrites ci-dessus ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires facturé aux clients est inscrit en produits constatés d'avance au bilan au poste "Autres dettes".

7.18. Soutien financier automatique du Centre National de la Cinématographie

Le mécanisme des subventions institué en France est géré par le Centre National de la Cinématographie (CNC). Il comporte 2 sections de montants sensiblement égaux :

- 1- aides au cinéma et à la vidéo ;
- 2- aides aux programmes audiovisuels.

La section 1 du compte de soutien est alimentée par une taxe prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé par les chaînes de télévision, par la Taxe Spéciale Additionnelle (TSA) prélevée sur le prix de chaque billet payé par les spectateurs que les exploitants de cinéma reversent mensuellement au Trésor et par une taxe prélevée sur les ventes de cassettes vidéo et DVD.

Le produit de la collecte de cette taxe est ensuite réparti par le CNC, sous forme de subventions ou d'avances financières, entre les différents acteurs de l'industrie cinématographique que sont les producteurs, les distributeurs et les exploitants.

- Exploitation cinématographique

Afin de bénéficier de ces subventions, les exploitants de salles sont tenus de déposer auprès du CNC un dossier justifiant les investissements réalisés pour l'équipement ou la modernisation de leurs salles. Compte tenu de son activité de distributeur, le Groupe ne bénéficie pas de cette subvention.

■ Production et Distribution cinéma

Les subventions automatiques attribuées par le CNC au titre du Soutien Financier de l'Etat à la production et la distribution de films français agréés sont fonction du chiffre d'affaires réalisé par ces films.

Elles sont inscrites par le CNC, dès l'obtention de l'agrément de production des films, au compte de leurs producteurs et distributeurs qui peuvent les utiliser pour financer leurs investissements à venir en production et distribution d'œuvres françaises agréées par le CNC.

Ces subventions non remboursables sont constatées, lors de leurs attributions, au passif du bilan « Subventions publiques différées ».

Elles sont rapportées au résultat de l'exercice lors de la sortie en salles des films pour lesquels les sommes correspondantes ont été utilisées afin d'en financer la production, l'acquisition ou les frais d'édition; elles sont présentées alors en « Subventions » au compte de résultat. Parallèlement, la fraction de l'investissement correspondant au montant de la subvention est immédiatement amortie.

Chaque subvention attribuée est définitivement acquise, sous réserve d'être réinvestie dans le financement d'un nouveau film français agréé, dans un délai de cinq ans à compter de son attribution

7.19. Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières brutes et les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

7.20. Résultat par action

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période clôturée.

Le résultat par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période clôturée augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de toutes les options de souscription d'actions attribuées à la date de clôture.

Lorsque le résultat de l'exercice est une perte, le nombre dilué par action est calculé sur le nombre d'actions à la clôture, compte-tenu du caractère relatif de l'exercice des options de souscription d'actions.

8. ANALYSE DES POSTES DU BILAN

8.1. Immobilisations incorporelles

8.1.1 Valeurs brutes :

En K€	31/12/2010	+	Cessions	Variation Périmètre	31/12/2011	+	Cessions	Variation Périmètre	31/12/2012
Droits Audiovisuels	149 826	807	14 582		136 051	1 858	27 202		110 707
Goodwill	145			180	325				325
Autres immobilisations incorporelles	873,49	20			893	0	0		893
TOTAL GENERAL	150 844	827	14 582	180	137 269	1 858	27 202	0	111 925

Les principales acquisitions concernent les films distribués sur la période, ainsi que les frais de MG engagés pendant l'exercice liés aux projets en cours.

Les principales cessions concernent des films en fin de droit pour 26 590K€ (dont 323 K€ n'étaient pas complètement amortis) et des abandons de projet, non amortis, pour 612K€ (dont 418 K€ étaient couverts par une provision pour risques et charges. Voir Notes 8.6 et 9.5)

Parmi les droits audiovisuels, les en-cours représentent 524 K€ en valeur brute et 524K€ en valeur nette contre 2 374 K€ en valeur brute et 2 145K€ en valeur nette en 2011.

8.1.2 Amortissements - Dépréciations :

En K€	31/12/2010	+	Cessions	Variation Périmètre	31/12/2011	+	Cessions	Variation Périmètre	31/12/2012
Droits Audiovisuels	141 617	2 873	14 059		130 431	3 304	26 313		107 422
Goodwill	146				146				146
Autres immobilisations incorporelles	647	29			676	61			737
TOTAL GENERAL	142 410	2 902	14 059	0	131 253	3 365	26 313		108 305

8.1.3 Valeurs nettes :

En K€	31/12/2011		31/12/2012	
	Net	Brut	Amortissement et dépréciation	Net
Droits Audiovisuels	5 620	110 659	107 374	3 285
Goodwill	179	325	146	179
Autres immobilisations incorporelles	218	893	737	156
TOTAL GENERAL	6 017	114 423	110 850	3 620

8.2. Immobilisations corporelles

8.2.1 Valeurs brutes :

En K€	31/12/2010			Variation Périètre	31/12/2011			Variation Périètre	31/12/2012
	+	-			+	-			
Autres immobilisations corporelles	202	0	0	2	204	0	0	0	204
TOTAL GENERAL	202	0	0	2	204	0	0	0	204

8.2.2 Amortissements - Dépréciations :

En K€	31/12/2010			Variation Périètre	31/12/2011			Variation Périètre	31/12/2012
	+	-			+	-			
Autres immobilisations incorporelles	195	7	0	2	204	0	0	0	204
TOTAL GENERAL	195	7	0	2	204	0	0	0	204

8.2.3 Valeurs nettes :

En K€	31/12/2011		31/12/12	
	Net	Brut	Amortissement	Net
Autres immobilisations corporelles	0	204	204	0
TOTAL GENERAL	0	204	204	0

8.3. Immobilisations financières

En K€	31/12/10	+	-	Variation Périètre	31/12/11	+	-	Variation Périètre	31/12/12
Dépôt de Garantie	40	0	0	5	45	0	45	0	0
Prêts Personnel	4		-1		3	0	1	0	2
Dépôt de Garantie Factoring	50	8			58	68	0	0	126
TOTAL GENERAL	94	8	-1	5	106	68	46	0	128

8.4. Clients et créances courants et non courants

Au 31 décembre 2012, les échéances des créances clients et autres créances sont les suivantes :

En K€	- d'un an	+ d'un an	Total	Dépreciation	Montant Net 31/12/12
Créances Clients	4 451	2 195	6 645	-821	5 824
Autres Créances ⁽¹⁾	4 295	282	4 577	-239	4 338
Total Général	8 746	2 477	11 222	-1 060	10 162
<i>(1) Dont : autres créances sur l'Etat et organismes sociaux</i>					
	3 025		3 025		3 025
<i>RRR à recevoir sur acquisition Films</i>	153		153		153
<i>Avances et acomptes versés sur cdes</i>	37		37		37
<i>Comptes courants</i>		282	282	-239	43
<i>Créances diverses</i>	154		154		154
<i>Comptes sur Divers Fonds de soutien</i>	162		162		162
<i>Produits a recevoir</i>	454		454		454
<i>Charges constatées d'avance</i>	310		310		310

Il n'existe aucune créance dont l'échéance soit supérieure à 5 ans.

Les créances ont des durées conformes à notre secteur d'activité.

Il est rappelé que les factures sont émises aux clients dès lors que le contrat est signé, le chiffre d'affaires n'étant reconnu qu'au début de la période de droits. Avant le début de la période de droits, il s'agit de Produits constatés d'avance.

Nos systèmes d'information ne nous permettent pas, ainsi que le recommande IFRS 7, de présenter cet échéancier avec des bornes plus courtes.

Sur l'exercice précédent, la répartition était la suivante :

En K€	- d'un an	+ d'un an	Total	Provisions	Montant Net
Créances Clients	5 596	1 621	7 217	-835	6 383
Autres Créances ⁽¹⁾	4 506	324	4 831	-239	4 592
Total Général	10 103	1 946	12 048	-1 074	10 974
(1) Dont : Autres créances sur l'Etat et organismes sociaux	3 700				3 700
RRR à recevoir sur acquisition Films	25				25
Avances et acomptes versés sur cdes	28				28
Comptes courants		324		-239	85
Créances diverses	119				119
Comptes sur Divers Fonds de soutien	62				62
Charges constatées d'avance	572				572

8.5. Capitaux propres

Au 31 décembre 2012, le capital est de 4 631 329,92 € et est divisé en 4 135 116 actions de 1,12 euros de nominal.

Il n'existe pas d'instruments financiers donnant accès au capital.

8.6. Provisions et avantages du personnel

En K€	31/12/10	Dotations	Reprise (Provision utilisée)	Reprise (Provision non utilisée)	31/12/11	Dotations	Reprise (Provision utilisée)	Reprise (Provision non utilisée)	31/12/12
Provision pour engagements de retraite	7	1			8	9		6	11
Provisions pour risques	477	855		2	1 330		418*		912
Total des Provisions	484	856		2	1 338	9	418	6	923

* Correspond à la reprise de provision Douri (cf voir 9.5)

Les provisions pour risques concernent essentiellement plusieurs dossiers litigieux en cours de procédure relatifs à des films, pour un total de 912K€ .

8.7. Dettes financières

Tableau de variation des emprunts et banques créditrices :

En K€	31/12/2010			31/12/2011			31/12/2012
		+	-		+	-	
Emprunts	1 788	1 092	-2 209	671	651	-1 110	212
Dailly	1 046	2 120	-2 835	331	1 558	-1 510	380
Factor	98	191	0	289	330		619
Découverts et soldes créditeurs de banque	150		-116	34	589		623
Total Général	3 082	3 403	-5 160	1 325	3 129	-2 620	1 834

8.8. Dettes fournisseurs et autres créditeurs courants et non courants

En K€	Total 2011			Total 2012		
	Passif Courant	Passif Non Courant	Total 2011	Passif Courant	Passif Non Courant	Total 2012
Avances et acomptes reçus	0	0	0	4	0	4
Dettes d'exploitation	5 419	831	6 250	4 627	2 205	6 832
Dettes fiscales et sociales	3 635	0	3 635	3 723	0	3 723
Dettes sur immobilisations	10 070	0	10 070	7 902	0	7 902
Autres dettes	473	2 013	2 485	674	2 968	3 642
Comptes de régularisation ⁽¹⁾	778	900	1 678	606	522	1 128
Total général	20 375	3 744	24 119	17 536	5 695	23 231

⁽¹⁾ concerne essentiellement des produits constatés d'avance

Il est à noter que, en ce qui concerne les minimums garantis à verser aux producteurs, les dettes fournisseurs sont reconnues dès lors qu'un contrat engageant la société est signé. Le règlement intervient généralement à hauteur de 10 à 15 % à la signature, le solde intervenant lors de la livraison du film.

Nos systèmes d'information ne nous permettent pas, ainsi que le recommande IFRS 7, de présenter cet échéancier avec des bornes plus courtes.

8.9. Variation des flux de trésorerie

Le poste Trésorerie s'analyse de la façon suivante (en K€) :

En K€	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Disponibilités	56	25	3
Valeurs mobilières de placement		0	0
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	56	25	3
Concours bancaire	-623	-34	-150
Trésorerie Nette	-567	-9	-147

9. ANALYSE DES POSTES DE RESULTAT ET SECTEURS OPERATIONNELS

9.1. Chiffre d'affaires

Chiffres en K€	CA 2012	CA 2011
Distribution en salles de cinéma	2 989	1 396
Subventions	899	1 422
Distribution vidéo	2 062	1 565
Distribution télévision	647	1 876
Ventes Internationales	551	448
Coproduction, et divers	35	415
Total Chiffre d'affaires	7 182	7 122
Dont :		
France	6 631	6 674
Export	551	448

9.2. Coût de l'endettement financier net

En K€	31/12/2012	31/12/2011
Produits de Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Intérêts sur C/C	2	49
Cession SICAV		
Divers	0	7
TOTAL	2	56
Coût de l'endettement financier brut		
Intérêts des emprunts	37	97
Intérêts des comptes courants	84	100
Divers	37	14
TOTAL	158	212
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-156	-156

Les différences négatives et positives de changes sont comptabilisées sur les lignes « Autres produits financiers » et « Autres charges financières ».

9.3. Amortissements, dépréciations et provisions

Au 31/12/2012, l'impact sur Amortissements, dépréciations et provisions est la suivante :

En K€	Immobilisations	Clients, Autres Créances et Stocks	Provisions risques et charges	Total
Dotations aux amortissements	3 384			3 384
Dotations aux dépréciations, provisions		73	9	81
Reprises sur dépréciations, provisions	13	65	6	84
Impact Net	3 371	7	3	3 381

Au 31/12/2011, la répartition était la suivante :

En K€	Immobilisations	Clients, Autres Créances et Stocks	Provisions risques et charges	Total
Dotations aux amortissements	2 917	0	0	2 917
Dotations aux dépréciations, provisions	0	860	6	866
Reprises sur dépréciations, provisions	22	785	7	814
Impact Net	2 895	75	-1	2 969

9.4. Achats

Montant en K€	31/12/2012	31/12/2011
Frais d'éditions	-1 694	-1 827
Publicité, Marketing et relations publiques	-2 282	-2 600
Honoraires	-385	-348
Services bancaires	-81	-81
Frais postaux et de télécommunications	-31	-34
Déplacements, missions et réceptions	-106	-69
Locations et entretien	-232	-157
Rémunérations d'intermédiaires	-262	-193
Sous traitances	-528	-1122
Transports	-176	-191
Autres charges	-108	-189
TOTAL	-5 885	-6 811

9.5. Autres produits et charges opérationnels

En K€	31/12/2012	31/12/2011
Autres produits et charges opérationnels		
VNC actifs sortis*	-242	-
TOTAL	-242	-

*Ce poste inclus la reprise de provision Douri pour 418 K€ (cf. 8.6)

10. IMPOTS DIFFERES ET IMPOTS SUR LES RESULTATS

BAC MAJESTIC a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1er Janvier 2001 avec BAC FILMS.

BAC FILMS DISTRIBUTION a été intégrée fiscalement à compter de l'exercice 2011.

En raison du résultat de la période, les impositions différées actives et passives ont fait l'objet d'une compensation et la différence n'a pas été constatée compte tenu du caractère peu probable de sa récupération.

Pour information, le montant net des impôts différés actifs du groupe non constaté dans les comptes s'élève au 31 décembre 2012 à environ 17,9 M€

11. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

11.1. Passifs éventuels

La totalité des engagements pris sur acquisitions de films est inscrite au bilan, dès la signature du contrat d'acquisition ou d'un accord ferme d'achat (« deal-memo ») au poste « Droits Audiovisuels » sous la rubrique Droits en cours avec comme contrepartie au passif le poste « Dettes sur Immobilisations ».

Le tableau ci-dessous présente les engagements hors bilan du Groupe au 31 décembre 2012, et au 31 décembre 2011.

Montant en K€	31/12/2012	31/12/2011
Cautions de contre-garantie sur marchés	41	41
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	92	741
Avals, cautions et garanties données	800	0
Autres engagements donnés	960	695
Total	1 893	1 477

Dans la distribution, les crédits servant à financer l'acquisition de films sont garantis par le nantissement des produits à revenir à Bac Films de l'exploitation des films concernés, conformément au Code de l'Industrie Cinématographique. Les cessions et délégations ainsi consenties sont opposables aux tiers à compter de leur inscription au Registre Public de la Cinématographie et de l'Audiovisuel.

Il n'existe pas d'autres obligations ou engagements à effectuer des paiements futurs du fait de contrats ou d'engagements conditionnels.

Aucun engagement complexe n'a été souscrit par le Groupe BAC MAJESTIC.

11.2. Actifs éventuels

Le fond de soutien acquis mais non réinvesti s'élève à 65 K€ au 31 décembre 2012.

12. EFFECTIFS

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Personnel Permanent	2012	2011
Cadres	9	11
Non cadres	8	3
Total	17	14

13. INFORMATIONS RELATIVES AUX RISQUES DE MARCHÉ

13.1. Risque de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

En matière de distribution, le risque de liquidité existe dès lors que les actifs acquis (droits audiovisuels) sont des actifs pour partie à long terme, puisque les droits d'exploitation acquis le sont pour des durées moyennes de 12 à 15 ans, même si une part importante de l'exploitation de ces actifs est réalisée sur les trois premières années d'exploitation (exploitation de salles, en vidéo et première exploitation télévisuelle).

Au 31 décembre 2012, BAC MAJESTIC dispose des ressources suivantes pour financer ses besoins d'exploitation :

En K€	31/12/2012	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès d'établissements de crédit	212	212		
Dailly	380	380		
Factor	619	619		
Découverts bancaires	623	623		
Total	1 834	1 834	0	0

Le tableau ci-dessous, présente les échéances des emprunts dont l'échéance est inférieure à un an, au 31 décembre 2012 :

En K€	A moins d'un an	à -de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois
Emprunts auprès d'établissements de crédit	212	130	35	0	47
Dailly	380	380			
Factor	619	619			
Découverts bancaires	623	623			
Total	1 834	1 752	35	0	47

Une grande partie de cette dette est auto liquidative (à savoir assise sur la mobilisation de créances nées), à l'exception :

- d'un crédit de trésorerie revolving (encours de 0,1 M€ au 31 décembre 2012 contre 0,4 M€ au 31 décembre 2011)
- découverts bancaires,

Aucun de ces emprunts ne comporte de clause de ratios financiers à respecter (de type « *covenants* »).

Il n'y a pas de clause de remboursement anticipé sur les crédits mis en place.

Les Société disposent de lignes Dailly auprès des banques à hauteur total de 1.1 M€. Ces lignes étaient utilisées à hauteur de 0,4 M€ au 31 décembre 2012 et sont assises sur les ventes TV ou Vidéo. Elles ne sont soumises à aucun covenant. Les lignes sont utilisées à hauteur de 252K€ à la date du 29 avril 2013.

La notion de contrats signés mobilisables correspond à des crédits accordés par les banques sur la base de contrats de ventes TV signés (ou de memo-deal) avec les chaînes dont les échéances de paiement courent de 6 mois à 2 ou 3 ans. Il est à noter que même en cas de non diffusion, une chaîne est tenue de régler la somme contractée au plus tard à la fin de la période de droits.

La Société dispose d'un contrat de Factoring à hauteur de 0,6 M€ pour ses recettes salles, ce contrat a été utilisé à hauteur de 0,6 M€ au 31 décembre 2012. Il n'est soumis à aucun covenant.

13.2. Risque de taux

Le risque de taux correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt affectent le résultat du Groupe et exposent le détenteur de titres financiers au risque de moins-value en capital.

Une société (non établissement de crédit) encourt un risque de taux dès lors qu'elle est endettée et/ou qu'elle détient des actifs financiers, sachant qu'elle peut y ajouter des opérations sur instruments de hors bilan portant sur les taux d'intérêt.

En raison de l'important levier financier sur lequel joue le Groupe dans ses investissements, BAC MAJESTIC est sensible à ces risques, à supposer que les taux d'intérêt augmentent fortement dans les années à venir.

Les emprunts sont remboursables au moyen des recettes des films dont ils servent à financer l'acquisition, par le jeu des garanties données aux prêteurs, et, à défaut, par des remboursements à échéances fixes.

Précisons que les dettes financières ne font pas l'objet d'une couverture de taux.

31/12/2012 En K€	Actifs financiers* (a)		Passifs financiers** (b)		Exposition nette avant couverture (c) = (a) - (b)		Instruments de couverture de taux (d)		Exposition nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	56	0	1 622	212	-1 566	-212	0	0	-1 566	-212
De 1 à 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	56	0	1 622	212	-1 566	-212	0	0	-1 566	-212

* : les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, la trésorerie et les équivalents de trésoreries, tels qu'ils figurent à l'actif du bilan consolidé

** : les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières tels qu'ils figurent au passif du bilan consolidé

La sensibilité au risque de taux sur les actifs et passifs financiers est présentée dans le tableau suivant :

En K€	31/12/2012	
	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôts*
Impact d'une variation de +1% des taux d'intérêts	-2	-11 703
Impact d'une variation de -1% des taux d'intérêts	2	-11 699

* Le montant des capitaux propres avant impôts aurait été de - 11 703 K€ en cas d'une variation de +1% des taux d'intérêts ; et de - 11 699 K€ en cas d'une baisse de -1% des taux d'intérêts.

L'échéancier des actifs et passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2011 était le suivant :

31/12/2011 En K€	Actifs financiers* (a)		Passifs financiers** (b)		Exposition nette avant couverture (c) = (a) - (b)		Instruments de couverture de taux (d)		Exposition nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	25	0	654	648	-629	-648	0	0	-629	-648
De 1 à 5 ans	0	0	0	23	0	-23	0	0	0	-23
Plus de 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	25	0	654	671	-629	-671	0	0	-629	-671

* : les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, la trésorerie et les équivalents de trésoreries, tels qu'ils figurent à l'actif du bilan consolidé

** : les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières tels qu'ils figurent au passif du bilan consolidé

La sensibilité au risque de taux sur les actifs et passifs financiers est présentée dans le tableau suivant :

En K€	31/12/2011	
	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôts*
Impact d'une variation de +1% des taux d'intérêts	-7	- 9 291
Impact d'une variation de -1% des taux d'intérêts	7	- 9 278

* Le montant des capitaux propres avant impôts aurait été de - 9 291 K€ en cas d'une variation de +1% des taux d'intérêts ; et de - 9 278 K€ en cas d'une baisse de -1% des taux d'intérêts.

13.3. Risque de change

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de change spécifique de manière récurrente, la majeure partie des investissements étant facturée en euros. Le Groupe peut être exposé à des risques de change temporaires liés à des achats de minimas garantis qui se feraient en devises étrangères ou à des contrats de vente en monnaies étrangères.

Les minimas garantis versés ne sont pas à considérer comme des achats fixes et forfaitaires de droits mais comme des avances sur la totalité de la somme revenant au producteur au titre de l'exploitation de son film. Le minimum garanti est ainsi constitué de la somme versée initialement et des compléments revenant aux producteurs sur la part des recettes. Les éventuels surcoûts engendrés par les fluctuations des devises peuvent donc être récupérés sur les recettes des films.

Dans le cas où des règlements sont à effectuer en devises hors euros, la Société n'a pas mis en place de couvertures de change.

La seule devise significative est l'USD.

31/12/2012 - Position en K devise	K USD
Actifs	109
Passifs	50
Position nette avant gestion en devises	58
Position hors bilan	
Position nette après gestion en devises	58
Taux de conversion : 1 euro =	1,32148
Position nette après gestion en euros	44

La sensibilité au risque de change sur le résultat du groupe et les capitaux propres est présentée dans le tableau suivant :

31/12/2012 En K€	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôts*	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
USD	0	0	-11 701	-11 701
Total	0	0	- 11 701	-11 701

* Le montant des capitaux propres avant impôts aurait été de -11 701 K€ en cas d'une variation de +1% du taux de change ; et de -11 701K€ en cas d'une baisse de -1% du taux de change.

Les tableaux ci-dessous représentent le risque de change pour l'exercice 2011

31/12/2011 - Position en K devise		K USD
Actifs		134
Passifs		661
Position nette avant gestion en devises		-527
Position hors bilan		0
Position nette après gestion en devises		-527
Taux de conversion : 1 euro =		1,29501
Position nette après gestion en euros		-407

La sensibilité au risque de change sur le résultat du groupe et les capitaux propres est présentée dans le tableau suivant :

31/12/2011 En K€	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôts*	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
USD	-4	4	-9 280	-9 288
Total	-4	4	-9 280	-9 288

* Le montant des capitaux propres avant impôts aurait été de -9 280 K€ en cas d'une variation de +1% du taux de change ; et de -9 288 K€ en cas d'une baisse de -1% du taux de change.

13.4. Risques juridiques

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

La méthode de provisionnement des litiges retenue consiste à appréhender la sortie probable de trésorerie compte tenu de l'estimation et de la connaissance des dossiers par la Direction et nos avocats.

13.5. Risques sur actions

Au 31 décembre 2012, la société BAC MAJESTIC ne détient aucun portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions. La Société ne détient pas d'actions propres.

14. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2012

14.1. Location-gérance de fonds de commerce

Par un contrat de location-gérance en date du 1^{er} janvier 2013, la société BAC FILMS a donné en location-gérance son fonds de commerce de distribution à la société-soeur BAC FILMS DISTRIBUTION, la société BAC FILMS conservant les droits sur son catalogue.

Par conséquent, les activités de distribution en salles des films de son catalogue ont été transférées à la société BAC FILMS DISTRIBUTION, ainsi que les contrats de travail des salariés concernés.

Les conventions intragroupe ont été révisées en conséquence, notamment la convention de distribution vidéo, VOD, ventes télévisuelles et internationales qui est devenue caduque. Ces activités sont désormais régies par les dispositions du contrat de location-gérance en date du 1er janvier 2013.

14.2. Nomination d'un Directeur Général

Par décision de l'associée unique du 28 janvier 2013, Monsieur Mathieu ROBINET a été désigné Directeur Général, mandataire social, de la société BAC FILMS DISTRIBUTION.

14.3. Regroupement d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mars 2013 a décidé de réduire le capital social par réduction de la valeur nominale de l'action (passant ainsi de 1,12 euro à 0,10 euro). Le capital social a été ramené de 4 631 329,92 euros à 413 511,30 euros. Cette opération s'est faite par imputation du montant de la réduction du capital, soit 4 217 818,32 euros, sur les pertes inscrites au compte « Report à nouveau », dont le montant s'est trouvé en conséquence ramené de (4 250 379) euros à (32 560,68) euros.

Puis il a été décidé de procéder au regroupement d'actions composant le capital social de la Société, de telle sorte que cinquante trois (53) actions anciennes de 0,10 euro de valeur nominale chacune soient échangées contre une (1) action nouvelle de 5,30 euros de nominal.

15. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

15.1. Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération versée au cours de l'exercice 2012 aux administrateurs et au directeur général délégué se décompose comme suit :

K€	31/12/2012	31/12/2011
Avantages à court terme	0	0
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiements en actions	0	0
Total	0	0

Au 31 décembre 2012, il n'existe pas de primes d'arrivée, ni de départ. Il n'y a pas de rémunération conditionnelle ou différée, ni de régime complémentaire de retraite spécifique pour les dirigeants.

15.2. Autres parties liées

Les autres parties liées à BAC MAJESTIC sont son actionnaire MILLIMAGES et ses filiales, avec lesquels elle est liée par des conventions de refacturation de frais communs, ainsi que des contrats de distribution pour certaines productions MILLIMAGES.

En K€		31/12/2012	31/12/2011
Actifs		1 363	731
Passifs		2 795	3 107
Compte de résultat	Produits	565	432
	Charges	1 582	1 145



COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2012

Sommaire

1.	BILAN AU 31 DECEMBRE 2012	3
2.	COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2012	4
3.	ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2012	5

1. BILAN AU 31 DECEMBRE 2012

Bilan – Actif – Rubriques en €	Montant Brut	Amortissements Dépréciations	31/12/2012	31/12/2011
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles	2 765	2765	0	60 000
Immobilisations corporelles			0	0
Titres de participation	14 710 997	14 710 996	1	1
Autres immobilisations financières	11 268 904	11 268 904	0	0
ACTIF IMMOBILISE	25 982 666	25 982 665	1	60 001
Av. & acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	6 112 885	3 794 669	2 318 216	1 556 098
Autres créances	3 646 638	196 242	3 450 396	2 200 408
Capital souscrit- appelé non versé				-
Disponibilités	337	0	337	337
Charges constatées d'avance	0	0	0	2 712
ACTIF CIRCULANT	9 759 860	3 990 911	5 768 949	3 759 555
TOTAL GENERAL	35 742 526	29 973 576	5 768 950	3 819 556

Bilan – Passif – Rubriques en €	31/12/2012	31/12/2011
Capital social	4 631 330	4 631 330
Prime d'émission	0	0
Réserve légale	29 461	29 461
Réserves réglementées	17 103	17 103
Report à nouveau	-4 250 379	-2 064 617
Résultat de l'exercice	-57 859	-2 185 762
Capitaux propres	369 656	427 515
Provisions pour risques et charges	0	214
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 899	3 981
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 731 475	423 955
Dettes fiscales et sociales	872 288	895 507
Autres dettes	2 788 632	2 068 384
Comptes de Régularisation	0	0
Total des dettes	5 399 294	3 391 827
Total Général	5 768 950	3 819 556

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2012

Compte de résultat - rubriques en €	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires	1 074 721	424 045
Production immobilisée	2 765	60 000
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	289	-
Autres produits	18	0
Produits d'exploitation	1 077 793	484 046
Autres achats et charges externes	774 871	510 493
Impôts et taxes	-360	2 155
Salaires et traitements	-4 267	69 855
Charges sociales	139	29 246
Dotations aux amortissements et provisions sur Immobilisations	2 765	-
Dotations aux amortissements et provisions sur Actif circulant	0	-
Dotations aux provisions	0	214
Autres charges	454 500	12 017
Charges d'exploitation	1 227 648	623 979
Résultat d'exploitation	-149 855	-139 934
Produits financiers	79 257	50 442
Charges financières	93 298	2 074 519
Résultat financier	-14 041	-2 024 077
Résultat courant avant impôts	-163 896	-2 164 010
Produits exceptionnels	59 744	902
Charges exceptionnelles	350	22 654
Résultat exceptionnel	59 394	-21 752
Impôts sur les bénéfices	-46 643	0
Résultat net	-57 859	-2 185 762

3. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2012

1 NOTE PRELIMINAIRE

Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante :
88 rue de la Folie Méricourt
75011 PARIS

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au cours de l'exercice 2012.

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le règlement 99-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes sociaux sont établis pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

3.1 CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

Compte tenu des perspectives d'activité attendues en 2013 et de l'examen des prévisions de trésorerie, les comptes ont été préparés suivant le principe de continuité d'exploitation.

L'application de ce principe repose notamment sur l'obtention par les filiales Bac Films et Bac Films Distribution des financements habituels auprès des organismes de crédit (banques et établissements spécialisés).

En l'absence de ces financements, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs, pourrait s'avérer non appropriée.

3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : DROITS AUDIOVISUELS

La valeur brute des films comprend le coût de l'investissement réalisé par la société supportée au titre des :

- acquisitions des droits permettant l'exploitation d'œuvres audiovisuelles,
- coproductions françaises ou étrangères.

Les projets sont composés du montant d'engagements fermes et définitifs entre producteurs et distributeurs, conformément aux dispositions du plan comptable de la distribution de films.

3.3 TITRES DE PARTICIPATION

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'acquisition des titres est supérieure à la quote-part détenue dans l'actif net comptable de la filiale, corrigé éventuellement, en fonction des perspectives d'avenir et de rentabilité, et de la valeur de marché des actifs détenus par la société.

3.4 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Cette rubrique est composée des créances rattachées à des participations qui représentent des créances nées à l'occasion d'avances octroyées aux filiales.

Ces créances font l'objet d'une dépréciation en fonction du risque de non-recouvrement apprécié sur la base de flux de trésorerie prévisionnels.

3.5 CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances clients et les autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une dépréciation en fonction du risque de non-recouvrement apprécié sur la base de flux de trésorerie prévisionnels. Ces créances sont essentiellement relatives à des créances Bac Films.

3.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains. Ces provisions sont conformes au règlement CRC 2000.06 sur les passifs.

4 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Le conseil d'administration du 11 mai 2012 de Bac Majestic a autorisé la société à se porter garante auprès de Neuflyze OBC d'une autorisation de découvert de 800 000 €, accordée à sa filiale opérationnelle, Bac Films Distribution.

Engagements reçus

Néant

5 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Montant en K€	2012
Soldes du bilan :	
Titres de participation	
Créances rattachées à des participations	
Créances clients	2 267
Dettes Fournisseurs	562
Autres Dettes	
<hr/>	
Soldes du compte de résultat :	
Vente de prestations de services	1 043
Produits de participations	-
Charges d'exploitation	20
Charges financières	13
Autres produits financiers	79
Reprises de provisions sur titres	
Dotations aux provisions sur titres	
Reprises aux provisions	
Dotations aux Provisions	
VNC des titres cédés	
Gain d'impôt lié à l'intégration fiscale	

L'ensemble des rubriques ci-dessus concernent les filiales Bac Films et Bac Films Distribution.

Par ailleurs, les dettes envers Millimages S.A au 31 décembre 2012 s'élèvent à :

- Dettes fournisseurs : 841K€,
- Compte courant : 2 558K€,

Et la Créance client envers Millimages : 43 K€.

Les refacturations faites par Millimages s'élèvent à 717 k€.

Les refacturations faites par Bac Majestic à Millimages s'élèvent à 32 K€.

6 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Au cours de l'exercice 2012, il n'y a pas eu de rémunérations versées aux dirigeants de la société à raison de leur mandat de dirigeants. Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs de la société au cours de l'exercice 2012.

7 EFFECTIF

La société n'a employé aucun salarié.

8 ACTIF IMMOBILISE

Valeur brute des immobilisations

Rubriques en €	Début d'exercice	Acquisition	Reclassement	Cession	Fin d'exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Immobilisations Incorporelles	60 000	2 765	0	60 000	2 765
Immobilisations Corporelles	-				
Immobilisations Financières	25 979 900				25 979 900
Total Général	26 039 900	2 765	0	60 000	25 982 665

Amortissements et dépréciations

Rubriques en €	Début d'exercice	Dotations	Reclassement	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement	0				
Immobilisations Incorporelles	0	2765			2 765
Immobilisations Corporelles	0				
Immobilisations Financières	25 979 899				25 979 899
Total Général	25 979 899	-2 765	0	0	25 982 664

Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent de la façon suivante, en € :

Montant en €	Valeur Brute	Provisions pour dépréciation	Valeur Nette
Titres Bac Films	14 710 996	14 710 996	0
Titres Bac Films Distribution	1	0	1
Créances Immobilisés Bac Films	11 268 904	11 268 904	0
Total	25 979 900	25 979 899	1

9 CAPITAL SOCIAL ET TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL

en K€	Capital	Prime d'émission	Réserve Légale	Réserves Réglementées	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde au 31/12/10	4 631	0	30	17	-767	-1 298	2 613
Affectation résultat de l'exercice N-1					-1 298	1 298	0
Augmentation de capital							
Réduction de Capital							
Imputation Prime d'émission/RAN							
Résultat de l'exercice						-2 186	-2 186
Solde au 31/12/11	4 631	0	30	17	-2 065	-2 186	428
Affectation résultat de l'exercice N-1					-2 186	2 186	
Augmentation de capital							
Réduction de Capital							
Imputation Prime d'émission/RAN							
Résultat de l'exercice						-58	-58
Solde au 31/12/12	4 631	0	30	17	-4 251	-58	370

Le capital est de 4 631 329,92 € et est divisé en 4 135 116 actions de 1,12 euros de nominal.

10 EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ces dettes sont constituées uniquement de découverts bancaires.

11 CREANCES ET DETTES

Etat des créances en K€	Brut	1 an au plus	plus d'un an
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients	6 113		6 113
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes rattachés	0	0	
Etat : TVA et autres	476	476	
Groupe et associés	3 171		3 171
Débiteurs divers	0	0	
Charges constatées d'avances			
Total Général	9 760	476	9 284

Etat des dettes en K€	Brut	1 an au plus	plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	1 731	329	1 403
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes rattachés	-	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	872	872	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	-	-	-
Groupe et associés	2 572		2 572
Autres dettes	217	217	
Produits constatés d'avance			
Total Général	5 392	1 418	3 974

12 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2012 s'élève à 1 075 K€ et concerne essentiellement la facturation à Bac Films et Bac Films Distribution de la convention de pilotage et de management fees.

13 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Valeurs indiquées en K€.

SOCIETE SIRET	Val Cpt Titres Brute	Val Cpt Titres Nette	QP Capital détenue	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Résultat Dernier Ex.	CA Dernier Ex.	Div Encaissé
S.A. BAC FILMS 337 527 378 00067	14 711	0	99,99%	10 675	-364 289	-1 648	7 147	0
SAS BAC FILMS DISTRIBUTION 499 589 760 00010	0,001	0,001	100,00%	37	24	69	3 841	0

La totalité des créances détenues sur la filiale Bac Films s'élève à 20 M€. Ces créances sont dépréciées à hauteur de 15 M€.

14 PRODUITS A RECEVOIR – CHARGES A PAYER

	Montant en K€
Factures à établir Bac Films Distribution	222
Charges à payer	21

15 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est négatif de 14 K€, il est composé des intérêts de comptes courants.

16 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel s'élève à 59 K€ et correspond essentiellement à un contentieux gagné.

17 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

REGROUPEMENT D' ACTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mars 2013 a décidé de réduire le capital social par réduction de la valeur nominale de l'action (passant ainsi de 1,12 euro à 0,10 euro). Le capital social a été ramené de 4 631 329,92 euros à 413 511,30 euros. Cette opération s'est faite par imputation du montant de la réduction du capital, soit 4 217 818,32 euros, sur les pertes inscrites au compte « Report à nouveau », dont le montant s'est trouvé en conséquence ramené de (4 250 379) euros à (32 560,68) euros.

Puis il a été décidé de procéder au regroupement d'actions composant le capital social de la Société, de telle sorte que cinquante trois (53) actions anciennes de 0,10 euro de valeur nominale chacune soient échangées contre une (1) action nouvelle de 5,30 euros de nominal.

18 INTEGRATION FISCALE

Bac Majestic a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} Janvier 2001. Le groupe d'intégration est composé de Bac Majestic et ses filiales Bac Films et Bac Films Distribution.

Le montant des déficits reportables du groupe fiscalement intégré est de 56 045K€ au 31 décembre 2012.

Principales rubriques de la convention d'intégration fiscale :

- Les sociétés filiales verseront à la société Mère une somme égale à la contribution d'impôt sur les sociétés qui aurait été à leur charge et se serait dégagée de leur résultat si elles avaient été assujetties distinctement à cette contribution.
En contrepartie la société Mère constatera dans ses livres comptables les économies d'impôts sur les sociétés procurés par ses filiales le cas échéant.

- En cas de sortie des sociétés filiales du groupe d'intégration, quelle que soit la cause de cette sortie, les sociétés filiales seront indemnisées par la société Mère de tous les surcoûts fiscaux dont leur appartenance au groupe aura été la cause.

19 IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

La société est consolidée par Intégration Globale dans les comptes consolidés de Millimages S.A. – 88, rue de la Folie Méricourt – 75011 Paris.

La société Bac Majestic publie elle-même des comptes consolidés.